

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés ([HCR](#)) a constaté, mardi, dans un communiqué de presse une hausse de la violence sexuelle au Nord-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC).

Depuis le début de cette année, le HCR a en effet enregistré 705 cas de violence sexuelle au Nord-Kivu, dont 619 cas de viol, alors qu'à la même période l'année dernière, l'agence onusienne n'avait enregistré que 108 cas de viol. Selon le HCR cette augmentation coïncide avec la résurgence des combats dans l'Est de la RDC.

« Les incidences de viol ont augmenté avec la résurgence des combats dans l'Est de la RDC en raison des affrontements entre les forces armées congolaises (FARDC) d'une part contre le M23 et d'autre part contre les rebelles ougandais d'ADF », a fait remarquer le porte-parole du HCR à Genève.

Selon Fatoumata Lejeune-Kaba, les cas de viol seraient commis par des membres des groupes armés rebelles mais aussi par des membres des FARDC ou des milices armées opérant dans cette région.

Ainsi à chaque fois qu'il y a des combats, les civils sont souvent pris au piège et en paient un lourd tribut. « Et ce que nous disent les civils qui subissent des violences, c'est que très souvent c'est un acte punitif. Quand un groupe soupçonne des civils de supporter l'autre camp, le viol devient punitif », a souligné le porte-parole du HCR.

Les violences sexuelles sont ainsi passées de 4689 en 2011 à plus de 7075 en 2012. Le HCR justifie cette augmentation par le fait que désormais davantage de personnes rapportent les cas de violence sexuelle. « Avant c'était un tabou, maintenant ça le reste toujours mais au moins, les civils arrivent à en parler, surtout pour demander de l'aide psychologique et médicale », a ajouté Mme Lejeune-Kaba.

Mais ces chiffres alarmants « pourraient être sous-estimés et de très loin dans la mesure où tout le monde n'arrive pas à dire ce qui s'est réellement passé », a mis en garde Mme Lejeune-Kaba. « Il n'est pas facile de parler de viol pour les femmes et encore plus pour les

hommes qui sont victimes de ces atrocités », a-t-elle conclu.